

John McCallum

Commentaires à l'intention de la Commission

La transcription intégrale du témoignage de John McCallum se trouve dans le *Journal des débats* de la Commission d'étude des questions afférentes à l'accession du Québec à la souveraineté, n° 13, 4 décembre 1991

C'est un grand honneur pour moi de me trouver ici et je remercie les membres de la Commission de m'avoir invité.

Chris Green et moi-même avons effectué une étude économique d'une question qui fait l'objet d'un intense débat politique. Il s'agit cependant, comme j'espère vous le montrer, d'une étude équitable et honnête. Nous, les Québécois, devons affronter la réalité au mieux de nos capacités. C'est ce que nous nous sommes efforcés de faire.

Vous avez notre étude devant vous et vous remarquerez que nous l'avons complétée par les commentaires de cinq critiques francophones respectés, MM. Pierre Fortin, Mario Polèse, Pierre-Paul Proulx, René Simard et François Vaillancourt. Que l'on estime ou non que ces commentaires affaiblissent les conclusions de notre étude, ils renforcent de toute manière la crédibilité de l'engagement que nous avons pris, c'est-à-dire favoriser un débat honnête et ouvert sur ce sujet particulièrement important : les conséquences économiques de la souveraineté du Québec.

Je m'attacherai principalement à expliquer nos estimations des déficits budgétaires d'un Québec indépendant. Je vous exposerai nos hypothèses point par point et je comparerai également nos résultats avec ceux du Conseil économique du Canada ainsi qu'avec l'étude réalisée par Henri-Paul Rousseau pour la commission Bélanger-Campeau. Pendant que je parle, vous voudrez peut-être consulter le tableau 1 du présent document, qui résume les résultats des trois études. Je mentionnerai également en passant que, même si je conteste un certain nombre des hypothèses de la commission Bélanger-Campeau, il s'agit néanmoins d'un travail de défrichage de la plus haute qualité. Cette étude a fixé les critères en fonction desquels doit être jugé le travail réalisé par ceux qui, comme nous, se sont ensuite attaqués à la même tâche.

1. L'hypothèse principale : une rupture à l'amiable

Essayer de prévoir les conséquences économiques de la division d'un pays est un peu comme chercher à prévoir le nombre d'acres qui seront détruits par un feu de forêt. S'il n'y a pas de vent et que les pompiers sont proches, il peut très bien n'y avoir que très peu de dégâts. Mais si les vents soufflent fort et si les efforts que nous déployons pour éteindre l'incendie sont contrecarrés par l'erreur humaine, alors qui sait quelles étendues de forêt le feu finira par détruire? Notre hypothèse fondamentale veut qu'il n'y ait guère ou pas du tout de vent et peu ou pas d'erreurs humaines, c'est-à-dire que la rupture se fera à l'amiable. Il n'y aura pas de nouveaux obstacles venant entraver les échanges commerciaux avec les États-Unis ou le reste du Canada, pas de restrictions sur le crédit, de crise sur les marchés des changes ou de chute prononcée des investissements, pas d'exode massif de population ou de capital hors du Québec et pas de crise politique sur le territoire de la province.

Tableau 1

Estimation du déficit d'un Québec souverain lors de son premier exercice : comparaison entre les études Bélanger-Campeau et McCallum-Green (Année de référence : 1990-1991. Les chiffres sont en milliards de dollars)

Déficit selon la commission Bélanger-Campeau	9,3	
Plus :		
Supplément d'intérêt pour :		
(i) répartition différente de la dette	0,3	
(ii) passif au titre du régime de retraite	0,7	
(iii) différence dans l'évaluation et le partage des actifs	0,6	
(iv) Banque du Canada	0,4	
Plus :		
Perturbations résultant des :		
(i) mouvement de population hors Québec	0,4	
(ii) prime sur les intérêts	0,7	
(iii) augmentation temporaire du chômage	1,2	
Égale :		
Déficit pour le premier exercice selon McCallum-Green	13,5	
(Pourcentage du PIB)	(8,6%)	
Plus :		
(i) «effet Landry» dans le domaine de la défense	1,2	
(ii) effet de rationalisation	0,1	
(iii) Banque du Canada	-0,6	
Égale :		
Estimation révisée du déficit pour le premier exercice	14,4	
(Pourcentage du PIB)	(9,0%)	
Rappel - incidence de la souveraineté sur le budget :		
(Pourcentage du PIB entre parenthèses)		
Original de McCallum-Green - premier exercice	4,5	(2,8%)
Conseil économique du Canada - premier exercice	5,0	(3,1%)
Original de McCallum-Green - troisième exercice	8,8	(5,0%)
Original de McCallum-Green - cinquième exercice	10,0	(5,0%)

Remarques : l'expression «original» McCallum-Green indique qu'il s'agit des estimations faites par les auteurs avant les ajustements apportés pour «l'effet Landry», la rationalisation et la Banque du Canada tel qu'indiqué dans ce tableau. Les chiffres cités ayant été arrondis, les totaux indiqués peuvent paraître inexacts. Nous pourrions bien sûr nous tromper sur l'un ou l'autre, voire même l'ensemble de ces points. Quoi qu'il soit, c'est là l'hypothèse que nous posons, celle d'une rupture à l'amiable, et c'est la principale raison pour laquelle il faut considérer que, de façon générale, nos estimations tendent à être plutôt optimistes. Dans le jargon des économistes, je vous expose le «scénario du meilleur cas possible».

2. *Le budget en détail*

Le budget d'un Québec indépendant serait fonction de quatre éléments principaux :

- l'élément «provincial», qui correspond à ce que dépense actuellement le gouvernement du Québec;
- le solde du budget de fonctionnement «fédéral» correspondant à la différence entre les nouvelles dépenses que le Québec devrait assumer et les recettes fiscales qui iraient au Québec plutôt qu'à Ottawa;
- les intérêts débiteurs nets «fédéraux» qui dépendent de la répartition de l'actif et du passif fédéral;
- les effets de perturbation en rapport avec les coûts de la transition vers la souveraineté.

En ce qui concerne l'élément provincial, nous prenons simplement pour acquis que le déficit demeure de 2 milliards de dollars pour chacun des cinq premiers exercices du Québec souverain. Les trois autres éléments doivent être examinés de plus près.

2.1 *Solde du budget de fonctionnement fédéral*

Dans ce cas, nous avons décidé de tout simplement accepter les chiffres donnés par la commission Bélanger-Campeau : l'effet net serait d'ajouter environ 200 millions de dollars au déficit du Québec. Cela se compare à un surplus de 1,4 milliard de dollars dans le cas de référence fédéraliste. Le coût net de l'accession du Québec à la souveraineté sur ce plan se chiffre donc à 1,6 milliard de dollars. D'un côté, nous perdrons près de 3 milliards de dollars à cause de l'arrêt des paiements de péréquation (sur une base nette) et parce que la province reçoit maintenant plus de prestations d'assurance-chômage qu'elle ne verse de cotisations. D'un autre côté, selon la commission Bélanger-Campeau, nous épargnerions près d'un milliard de dollars, parce que nous dépenserions beaucoup moins pour la défense, ainsi que 300 millions de dollars supplémentaires du fait de l'ensemble des réductions au titre des autres postes de dépense.

Pour au moins deux raisons, je crois maintenant que ces estimations sont trop optimistes. Tout d'abord, voilà quelques jours, Robert Bernier, de l'École nationale d'administration publique, a estimé que les dépenses de défense d'un Québec indépendant s'élèveraient à quelque 3 milliards de dollars par an. M. Bernard Landry, vice-président du Parti Québécois, a déclaré, selon ce qui a été rapporté, qu'il s'agirait d'un «ratio acceptable»¹. Puisque nous

1. *The Gazette*, 30 novembre 1991, p. A5.

nous étions fondés sur le chiffre de 1,8 milliard de dollars donné par la commission Bélanger-Campeau pour la défense, l'incorporation de ce que l'on pourrait appeler «l'effet Landry» accroîtrait nos estimations du déficit d'une somme substantielle de 1,2 milliard de dollars par an.

Le deuxième problème porte sur l'élimination des dépenses superflues occasionnées par le chevauchement des juridictions. Dans ce cas également, nous avons pris les chiffres cités par la commission Bélanger-Campeau, qui indiquent que les efforts de rationalisation réduiraient les dépenses de 261 millions de dollars par an. Ce point soulève cependant un problème dont, tout comme la commission Bélanger-Campeau, nous ne tenons pas compte. La rationalisation est une arme à double tranchant. On peut croire que le gouvernement fédéral se caractérise par tant de gaspillage et d'inefficacité qu'il est possible de trouver des formules de rationalisation qui réduiraient les dépenses de, par exemple, 1 milliard de dollars. Mais l'on a souvent tendance à oublier que cela revient à dire que l'on s'apprête à congédier quelque 20 000 fonctionnaires ou, ce qui revient au même, que nous ne réengageons pas les 2 000 fonctionnaires fédéraux qui résident maintenant au Québec.

Il est absolument illogique de dire que l'on absorbera au sein de la fonction publique provinciale l'ensemble des anciens fonctionnaires fédéraux et que nous réduirons en même temps les dépenses par des rationalisations de grande envergure.

De telles rationalisations auraient à l'évidence des conséquences néfastes pour les personnes concernées mais elles auraient aussi une incidence budgétaire. Étant donné la faiblesse actuelle de l'économie ainsi que l'augmentation du chômage qui serait liée aux coûts de la transition vers la souveraineté, il est fort peu probable que l'ensemble de ces gens retrouveraient rapidement un emploi. Les recettes fiscales du gouvernement en seraient affectées. De plus, bien évidemment, c'est le gouvernement du Québec indépendant et non le gouvernement fédéral qui devrait leur verser des prestations d'assurance-chômage. Pour toutes ces raisons, je crois peu probable que les économies nettes que permettraient à court terme la rationalisation soient supérieures à 50 cents par dollar de dépenses éliminées. Par conséquent, sur la base du chiffre de 261 millions de dollars que cite la commission Bélanger-Campeau, nous devrions ajouter environ 130 millions de dollars à nos estimations de déficit.

2.2 Répartition des actifs et du passif fédéral

En définitive, la répartition des actifs et du passif fédéral dépend de négociations politiques dont le résultat est incertain. La position initiale du Québec pourrait être fondée sur les conclusions de la commission Bélanger-Campeau alors que celle du reste du Canada pourrait s'appuyer sur le principe de ce que l'on appelle les «avantages historiques», c'est-à-dire demander au Québec de rembourser les avantages dont nous sommes sensés avoir profité au fil des années. Si tel était le cas, l'écart initial des positions des deux parties au sujet de la portion de la dette fédérale brute que le Québec devrait assumer serait énorme : 66 milliards de dollars par rapport à 120 milliards de dollars.

Dans le cas d'une «rupture à l'amiable», le différend pourrait peut-être se régler par l'intermédiaire d'un arbitrage que les deux parties seraient obligées d'accepter. L'arbitre s'efforcerait d'aboutir à un règlement équitable. Fondamentalement, c'est ce que nous nous efforçons de faire dans notre étude.

Nous estimons que, pour la première année d'indépendance, le gouvernement du Québec aurait à verser des intérêts nets s'élevant à 9,2 milliards de dollars alors que la commission Bélanger-Campeau chiffre cette somme à 7,1 milliards. Quatre facteurs expliquent cette différence de 2,1 milliards de dollars :

- . **Le partage de la dette** (0,3 milliard de dollars). Nous calculons une part sur la base du PIB (23,4 %) alors que la part déterminée par la commission Bélanger-Campeau se fonde sur les recettes fiscales fédérales (22,8 %). Il existe une autre formule, moins avantageuse, qui prend pour base le poids démographique du Québec (25 %).

- . **Le passif au titre du régime de retraite** (0,7 milliard de dollars). La quasi totalité des économistes estimeront que le passif encouru au titre du régime de retraite devrait être partagé dans les mêmes proportions que la dette d'ensemble. Le critère retenu par la commission Bélanger-Campeau, la province de résidence, n'est absolument pas recevable. Cela ne devrait pas donner lieu à une controverse, du moins pas chez les économistes.

- . **L'évaluation et le partage des actifs** (0,6 milliard de dollars). Fondamentalement, la commission Bélanger-Campeau veut que le Québec «vende» au Canada des actifs qui sont évalués à 14,3 milliards de dollars et qui produisent un rendement annuel moyen d'environ 3 %, et ce, en échange d'une réduction de 14,3 milliards de dollars de la dette du Québec sur laquelle nous payerions disons 10 %. Il serait certainement plaisant pour nous que le reste du Canada accepte une telle transaction, mais il n'est pas si bête! L'hypothèse retenue par l'étude McCallum-Green soutient que, quels que soient les actifs physiques que le Québec acquiert, le revenu que la province en tire devrait équivaloir à 23,4 % du revenu de biens dont profite actuellement le gouvernement fédéral. En d'autres termes, notre part des intérêts à verser sur la dette fédérale comme notre part des revenus tirés des biens fédéraux seraient de 23,4 %.

- . **La Banque du Canada** (0,4 milliard de dollars). Pierre Fortin a raison de déclarer que la formule que j'applique suppose de faire payer deux fois la seigneurie au Québec. Depuis que l'étude a été rédigée, Yvan Stringer, de l'École des hautes études commerciales, m'a fait part d'une excellente idée au sujet de la façon dont on peut résoudre le problème technique qui me préoccupait alors. Je crois donc maintenant que, si la rupture se produit «à l'amiable», ce point devrait être abandonné.

Nous pouvons donc modifier de trois façons les estimations que nous avons données à l'origine pour le déficit : du fait de «l'effet Landry» sur les dépenses de défense, en conséquence de l'effet de rationalisation et à cause de l'effet relatif à la Banque du Canada. Comme le montre le tableau 1, l'incidence combinée de ces trois facteurs augmente les estimations du déficit de quelque 700 millions de dollars par an.

2.3 Les coûts de transition

Nous sommes dans ce cas confrontés à trois éléments : les migrations hors de la province, la prime rajoutée au taux d'intérêt et une augmentation temporaire du chômage.

En ce qui concerne les **migrations hors de la province**, nous partons du principe que le taux net d'émigration serait deux fois supérieur à ce que le Québec a connu entre 1976 et 1981. En ce qui concerne la **prime de risque** qui frapperait les taux d'intérêt, nous prenons pour hypothèse que les taux d'intérêt appliqués à la dette du Québec seraient de 1,6 % plus élevés que ceux qui conditionnent actuellement les intérêts que verse le gouvernement fédéral. On remarquera que le reste du Canada subirait lui aussi des taux d'intérêt plus élevés que ceux qui prévalent en ce moment. Dans le passé, cet écart a été supérieur à 1,6 % au début des années 70 alors qu'il s'établissait à 1 % au début de cette année. Il ne s'agit donc pas d'une hypothèse extrême, surtout puisque nous calculons que l'effet de la prime appliquée au taux d'intérêt ne serait ressenti que graduellement, à mesure du renouvellement de la dette fédérale actuelle.

La question la plus difficile est peut-être celle du chômage supplémentaire qui résulterait des bouleversements inhérents à la transition vers la souveraineté. Il est très difficile de prévoir ce qui se passerait. Nous partons du principe que l'accession à la souveraineté donnerait lieu à une augmentation **temporaire** du taux de chômage qui serait de 1 % la première année, culminerait à 2 % durant les deuxième et troisième années pour ensuite retomber à 1 % lors de la cinquième année.

Qu'en savons-nous? Nous ne sommes sûrs de rien et personne ne peut avancer de certitude à cet égard. Nous donnons cependant nos résultats de façon telle que le lecteur qui souhaite s'appuyer sur d'autres hypothèses, par exemple un taux de chômage supplémentaire égal à zéro, peut facilement ajuster nos estimations budgétaires en fonction de ses préférences. Nous soutenons toutefois également qu'il s'agit là d'estimations modérées et que nous nous laissons peut-être une fois encore emporter par un optimisme excessif!

. Tout d'abord, nous relevons qu'à partir de 1977 environ, il s'est produit un élargissement très important et durable, d'environ 5 %, de l'écart séparant les taux de chômage de Montréal et de Toronto. L'année 1977 suivait immédiatement l'élection du gouvernement du Parti Québécois et la première menace réelle de séparation du Québec. Ce fait, croyons-nous, pourrait donner une indication de ce que nous réserve l'avenir (voir la figure 2 de l'étude à la page 22).

. Deuxièmement, nous examinons douze secteurs sensibles (voir notre tableau 1 à la page 31 de l'étude). Nous reconnaissons que certaines des industries vulnérables, par exemple, l'industrie laitière, les sièges sociaux de Montréal, la confection et les textiles risquent de connaître un déclin quel que soit le statut politique du Québec. Néanmoins, nous pensons qu'il existe un monde de différence entre des industries qui connaissent un déclin graduel étalé sur nombre d'années et des industries qui sont confrontées au choc unidirectionnel beaucoup plus abrupt qui risque d'accompagner la séparation du Québec.

. Troisièmement, et c'est là le point le plus difficile de tous, les décisions d'investissement des entreprises et les décisions de consommation des ménages dépendent dans une très large mesure de la «confiance» qui règne ou du «degré d'incertitude» qui prévaut ou encore, pour reprendre l'image du grand économiste britannique John Maynard Keynes, des «tendances animales». Dans un sens comme dans l'autre, les attentes des gens peuvent susciter une réalité et, surtout lorsqu'il est question d'un traumatisme politique de la première importance, il est quasiment impossible de fournir des prévisions avec quelque degré de certitude.

Il peut donc y avoir un certain intérêt à voir ce que disent les industriels. Le hasard a voulu qu'un sondage Angus Reid rendu public voilà quelques jours fournisse des renseignements à cet égard. Ce sondage est fondé sur des enquêtes effectuées auprès de 300 chefs d'entreprises comptant parmi les plus grosses sociétés canadiennes et qui emploient collectivement plus d'un million de Canadiens. 55 de ces 300 dirigeants sont basés au Québec, les 245 autres résidant ailleurs au Canada. Ainsi que vous le montre le tableau 2 du présent document, l'immense majorité de ces gens d'affaires estime que l'indépendance du Québec aurait une incidence négative aussi bien sur l'économie du Québec que sur l'économie canadienne, et ce, à long terme comme à court terme. Vous remarquerez également que 85 % des chefs d'entreprise québécois interrogés considèrent que la souveraineté du Québec aurait des répercussions négatives sur la société qu'ils dirigent.

Tout ceci donne à penser que les «tendances animales» de Keynes ne se manifesteraient guère après la séparation du Québec. Tout compte fait, l'hypothèse que nous formulons au sujet du taux de chômage semble plutôt indûment optimiste.

2.4 En résumé

Comme je l'ai indiqué, les résultats sont résumés au tableau 1, qui montre précisément en quoi notre estimation du déficit s'écarte de celle de la commission Bélanger-Campeau. Ce tableau compare également notre estimation de l'incidence de la souveraineté sur le déficit du Québec lors du premier exercice (4,5 milliards de dollars) et celle du Conseil économique du Canada (5,0 milliards de dollars).

Je vous demanderais de relever une chose remarquable. Lorsque le rapport du Conseil économique du Canada a été publié, le chef de l'Opposition a déclaré à la télévision qu'il se «léchait les babines» de satisfaction. Lorsque notre étude a été publiée, *La Presse* (25 novembre) a indiqué qu'il «a fendu une porte d'un coup de pied» et nous a accusé «d'essayer de flanquer la frousse à tout le monde ...». Pourtant, si vous examinez les chiffres cités, vous verrez que notre estimation de l'incidence de la souveraineté sur le déficit du premier exercice est légèrement inférieure à l'estimation du Conseil économique. Il est vrai que certains des effets que nous prévoyons n'entrent en jeu que graduellement et que notre estimation des répercussions de la souveraineté est de plus en plus élevée à mesure que les années passent, puisqu'elle atteint

8,8 milliards de dollars pour la troisième année et 10 milliards de dollars pour la cinquième année. Il n'en demeure pas moins vrai que, pour la première année, la seule pour laquelle le Conseil économique présente des estimations, Chris Green et moi-même sommes en fait plus optimistes que le Conseil économique².

Tableau 2

Résultats du sondage Angus Reid publié le 30 novembre 1991

(Enquête réalisée auprès de 300 chefs d'entreprise comptant parmi les plus grandes sociétés du Canada et qui emploient collectivement plus d'un million de Canadiens - 55 dirigeants du Québec et 245 dirigeants résidant à l'extérieur de la province)

	Chefs d'entreprise du Québec	Tous les chefs d'entreprise
Incidence d'une indépendance complète du Québec sur :		
1. l'économie du Québec à court terme		
- positive	0%	2%
- négative	98%	96%
2. l'économie du Québec à long terme		
- positive	18%	7%
- négative	76%	85%
3. l'économie du Canada à court terme		
- positive	2%	3%
- négative	96%	93%

2. Même si les deux études ne sont pas complètement comparables, je me suis servi du chiffre du Conseil économique qui indique que la souveraineté-association nécessiterait des recettes fiscales supplémentaires équivalant à 3,1 % du PIB. L'étude de fond sur laquelle repose cette estimation n'a pas été rendue publique, mais je me suis laissé dire que le Conseil économique est notablement moins optimiste que nous dans deux domaines. Tout d'abord, ses économistes considèrent que les dépenses gouvernementales supplémentaires d'un Québec indépendant (à l'exception des paiements de transfert) correspondraient à environ 23 % des dépenses fédérales actuelles, ce qui se compare à un chiffre notablement inférieur donné par la commission Bélanger-Campeau. Ensuite, ils s'attendent à une prime de risque plus élevée que celle que nous avons retenue et partent du principe qu'elle s'appliquerait immédiatement à l'intégralité de la part de la dette fédérale qui serait assumée par le Québec. D'un autre côté, le Conseil économique ne tient pas compte, contrairement à nous, des problèmes transitoires liés au chômage et aux mouvements de population hors de la province.

4.	l'économie du Québec à long terme		
-	positive	9%	10%
-	négative	85%	74%
5.	leur entreprise		
-	positive	6%	5%
-	négative	85%	74%

Soutien fort ou modéré pour :

1.	le statu quo	31%	55%
2.	un fédéralisme renouvelé	98%	91%
3.	un statut particulier pour le Québec	73%	58%
4.	la souveraineté-association	13%	11%
5.	l'indépendance complète du Québec	2%	8% X

3. Implications de nos estimations budgétaires

Pour être parfaitement honnête, je pense savoir pourquoi le chef de l'Opposition a préféré l'étude du Conseil économique à la nôtre. C'est parce qu'à l'inverse du Conseil, nous avons ensuite exploré les implications de nos résultats. Ceux-ci révèlent que les déficits s'élèveraient à quelque 15 milliards de dollars par an et que la dette gouvernementale atteindrait 97 % du PIB la cinquième année. Nous avons dit, et je pense que rares sont les personnes qui nous contrediront, que des déficits et une dette aussi importants sont totalement inacceptables, non seulement pour les marchés internationaux des capitaux, mais aussi pour le gouvernement d'un État nouvellement indépendant qui voudrait immédiatement établir une réputation de prudence fiscale.

Nous avons donc suggéré un ensemble de mesures d'austérité qui permettraient au gouvernement, dans l'hypothèse de l'accession du Québec à la souveraineté, de mettre de l'ordre dans ses finances. Nous insistons sur le fait essentiel que les Québécois ne pourraient plus compter sur l'aide d'Ottawa. C'est nous, les citoyens du Québec, qui devrions financer l'intégralité des prestations d'assurance-chômage versées aux Québécois qui auraient perdu leur emploi dans la fonction publique ou ailleurs. Dans la mesure où nous parviendrions à rationaliser les services gouvernementaux, nous augmenterions le nombre de fonctionnaires mis à pied et qui auraient donc besoin de prestations d'assurance-chômage ou d'assistance sociale. En bref, nous définissons un ensemble de mesures prévoyant des coupures de 10 % à 15 % dans tous les grands secteurs de dépense, une réduction de 5 % de l'importance du secteur public et un accroissement de 15 % de tous les principaux taux d'imposition, y compris, bien sûr, les impôts que nous versons maintenant au gouvernement fédéral.

La conclusion inévitable est que nous entrerions dans une profonde récession. En plus des effets directs de l'accession à la souveraineté que j'ai déjà exposés, il nous faudrait absorber la troisième année les effets de coupures correspondant à plus de 4 % du PIB. Ou plutôt, pour parler plus précisément, nous connaîtrions au Québec une forte récession venant ajouter ses effets à ceux de celle qui nous touche déjà.

Hormis sa sévérité, s'agirait-il simplement d'une autre récession, semblable à celles que nous avons connues dans le passé? Qu'arriverait-il à long terme? Nous soulignons dans notre étude que personne ne connaît la réponse à ce point crucial. Les choses retrouveraient peut-être leurs cours normal et pourraient même s'améliorer. Il est aussi possible que la trame économique de la province commence à s'effilochoir ou que nous entrons dans un «cercle vicieux» à mesure que des entreprises et les meilleurs spécialistes du Québec - francophones et non-francophones - seraient incités à aller chercher ailleurs de meilleures perspectives. En dépit de toutes les craintes et questions légitimes de nos concitoyens, nous, les économistes, ne pouvons tout simplement déterminer avec certitude quelles seraient les conséquences à long terme de la souveraineté du Québec. Je dois toutefois avouer que je suis plus pessimiste maintenant que lorsque j'ai rédigé l'étude. Cela tient principalement aux opinions des chefs d'entreprises qu'expose notre tableau 2.

Ne croyez surtout pas que je cherche à jouer sur les craintes des gens. Rappelez-vous que les estimations que nous fournissons pour le premier exercice sont plus optimistes que celles du Conseil économique. Souvenez-vous aussi que nous parlons ici du meilleur cas possible d'un scénario de «rupture à l'amiable». Et, je vous en prie, examinez de nouveau les résultats du sondage d'opinion qu'expose le tableau 2. Vous remarquerez que la quasi totalité des chefs d'entreprise estiment que la séparation serait préjudiciable aux économies québécoise et canadienne à court terme. Vous constaterez aussi, ce qui est plus surprenant, que 76 % des chefs d'entreprise du Québec croient que l'indépendance du Québec serait mauvaise à **long terme** pour l'économie de la province. Ce chiffre est quasiment identique pour le reste du Canada : 74 % des chefs d'entreprise canadiens pensent que l'indépendance du Québec nuirait à long terme à l'économie canadienne. Le problème nous concerne tous. Nous devrions nous efforcer ensemble d'y trouver une solution.

J'aimerais dire deux choses en terminant. Tout d'abord, cette question est lourde de risque et d'incertitude, une incertitude à la fois **politique** (parce que nous ne savons pas si la rupture se ferait ou non «à l'amiable») et **économique** (parce que nous ne pouvons déterminer quelles seraient les conséquences à long terme d'une telle rupture). Mon second et dernier point est que le fardeau de ce risque et de cette incertitude serait supporté de façon très inégale par les Québécois. Ce ne sont pas les gens qui ont un emploi stable et garanti - des gens comme moi - qui assumeraient la majeure partie du risque. Je crois plutôt que la part du lion serait supportée par ceux qui sont le plus menacés par le chômage : les jeunes et ceux de nos concitoyens dont l'éducation ou la formation professionnelle sont les moins poussées.